

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC OF ALGERIA
وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRY OF AGRICULTURE, RURAL DEVELOPMENT AND FISHERIES

CABINET

Communication and Media Cell



الديوان
خلية الاتصال والإعلام



الأسواق و الاقتصاد الزراعي

Markets and Agricultural Economy

Pour son premier jour, l'opération de déstockage du poulet congelé au prix de 350 DA/kg, disponible au niveau des points de vente relevant des entreprises du Groupe des industries agroalimentaires et logistiques (AGRO-LOG) a permis au marché de «se calmer». Cette affirmation émane de Younes Aouine, directeur général de l'Office national des aliments de bétail, joint hier au téléphone, précisant que des «quantités importantes, en stock et en production, seront injectées sur le marché». Des points de vente de l'ONAB sont ouverts au niveau des pôles Est, Centre et Ouest, ainsi que ceux de la Société algérienne de régulation des produits agricoles (SARPA), à travers les différentes régions du pays. L'objectif, comme l'avait précisé Agrolog, est de permettre aux citoyens d'acquiescer du poulet congelé à des «prix compétitifs et réduits». Outre la disponibilité du produit, cette opération participe à la régulation du marché. Le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, accorde une importance particulière à la filière viande. En conseil des ministres de janvier dernier, il avait préconisé «des solutions adaptées pour porter la production des viandes rouge et blanche à un niveau capable de satisfaire la demande nationale, en associant étroitement producteurs et éleveurs». Pour Naimi Hakima, enseignante à l'université Abdelhamid Ibn Badis à Mostaganem, le marché de la viande blanche, en particulier la volaille, «a connu une expansion notable tant en production qu'en consommation, reflétant une relation claire entre l'offre et la demande». Et de préciser que le développement du secteur avicole est un «élément clé du développement rural». Dans une récente étude pour le compte de «journal of Alafak for EconomicStudies», l'universitaire affirme que «la stratégie efficace pour équilibrer l'offre et la consommation de viande blanche réside dans l'organisation et la gestion efficaces du secteur, impliquant le ministère de l'Agriculture, les acteurs privés et tous les acteurs du secteur». Par souci de répondre à la demande nationale en moment de pics de consommation, la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, avait annoncé la mise en place d'un mécanisme proactif pour garantir la disponibilité des viandes rouge et blanche durant le Ramadhan 2026, et ce, à travers l'engagement des opérateurs à approvisionner le marché avec des quantités initiales d'environ 30.000 tonnes. L'Etat a mobilisé tous les mécanismes fiscaux et douaniers pour faciliter les opérations d'importation durant les périodes de forte demande, notamment à l'approche des fêtes religieuses. Aussi, il convient de souligner que le projet de loi de finances 2026 prévoit l'adoption d'un régime préférentiel exceptionnel qui exempte les importations de bétail destiné à l'abattage, des taxes et prélèvements, en soutien à la stabilité des prix et pour protéger le pouvoir d'achat du citoyen.

F.I.

YOUNES AOUINE, DG DE L'ONAB : «D'IMPORTANTES QUANTITÉS DE POULET CONGELÉ SERONT INJECTÉES SUR LE MARCHÉ»

■ FOUAD IRNATENE



Du poulet congelé à 350 DA le kilogramme

UNE OPÉRATION nationale de déstockage de poulet congelé a été lancée, hier, dans les points de vente relevant des entreprises du Groupe des industries agroalimentaires et logistiques (Agrolog), au prix de 350 DA le kilogramme. Cette initiative intervient à l'approche de la célébration du Mawlid Ennabaoui, période durant laquelle la demande sur les viandes blanches connaît généralement une hausse. Des points de vente de l'Office national des aliments de bétail (Onab) seront ouverts dans les pôles Est, Centre et Ouest, tandis que ceux de la Société algérienne de régulation des produits agricoles (Sarpa) participeront également à l'opération à travers différentes régions du pays. Selon Agrolog, ce déstockage vise à renforcer la disponibilité du produit, contribuer à la régulation du marché et limiter la hausse des prix. Le groupe entend ainsi participer à la préservation du pouvoir d'achat et garantir l'approvisionnement en produits de large consommation.

HAUSSE DU PRIX DU POULET

La FNA table sur un retour à la stabilité

CES DERNIERS JOURS, LE PRIX DU POULET A ATTEINT 500 DINARS LE KILOGRAMME, un niveau très élevé pour un produit de large consommation.

Une seule question revient sur toutes les lèvres. Pourquoi une telle flambée ? Et surtout, jusqu'à quand ? Même les vendeurs semblent dépassés par la situation. Beaucoup avouent ne pas savoir comment expliquer cette hausse soudaine. Certains disent ressentir une réelle gêne à afficher du poulet à plus de 500 dinars, affirmant qu'ils ne font que répercuter les prix, sans marge supplémentaire. Ali Benchaïba, président de la Fédération nationale des aviculteurs (FNA), est revenu sur cette situation pour tenter d'éclaircir les choses et, surtout, de rassurer les consommateurs. «On observe depuis deux jours une baisse au niveau des marchés de gros, où les prix sont redescendus à environ 400 dinars», explique-t-il. Mais d'où vient cette flambée ? Pour le président de la FNA, tout part d'un recul de la production. «On a enregistré une baisse de l'offre des produits avicoles due à plusieurs facteurs combinés», précise-t-il. Il énumère les maladies, qui ont causé des mortalités importantes, les températures élevées et la canicule, les incendies survenus dans plusieurs bâtiments d'élevage,



ainsi que les coupures d'électricité. Autant de coups durs, survenus simultanément, qui ont fini par peser lourdement sur les éleveurs. Derrière tout cela se profile également un problème chronique. «Pendant plusieurs mois, les prix des produits avicoles, comme pour les autres viandes blanches, n'ont même pas couvert le coût de production», déplore-t-il. Résultat : «beaucoup d'éleveurs n'ont pas pu pour-

suivre leur activité et ont été contraints d'arrêter». L'offre s'est donc contractée au moment même où la demande augmente avec la saison estivale. Faut-il pour autant s'alarmer ? Non, selon Ali Benchaïba. «La situation est conjoncturelle», insiste-t-il, convaincu qu'une stabilité devrait rapidement revenir. Il évoque même un début de reprise, porté par le retour progressif des producteurs

vers l'élevage.

UNE FILIÈRE À STRUCTURER

Mais au-delà de cet épisode, c'est un problème plus profond qu'il pointe du doigt : ces cycles répétés de hausses et de baisses qui fragilisent la filière, année après année. «Il faut sortir de ce cercle vicieux», affirme-t-il. La solution : une véritable stratégie de régulation, à la fois en amont et en aval, qui passe par l'organisation et l'accompagnement

des éleveurs. «Il y a une feuille de route à suivre, et il faut adopter une stratégie pour organiser cette filière et garantir une stabilité du marché», résume-t-il. Au fond, l'objectif est simple : permettre à l'éleveur de conserver une marge bénéficiaire suffisante pour poursuivre son activité et garantir au consommateur une disponibilité régulière du poulet, des œufs et des autres viandes blanches à des prix accessibles. Et si cette instabilité n'était pas une fatalité ? C'est en tout cas ce que pensent plusieurs experts du secteur. Pour eux, le potentiel de la filière reste largement sous-exploité. Alors que les besoins du pays tournent autour de 600.000 tonnes de poulet par an, la production pourrait atteindre jusqu'à un million de tonnes, de quoi couvrir la demande nationale et exporter le surplus. Le cycle d'élevage lui-même est relativement court : 45 jours suffisent entre la mise en place du poussin et l'obtention du produit fini, pour peu que le suivi sanitaire et alimentaire soit correctement assuré. La filière dispose ainsi de plusieurs atouts, notamment en matière de matériel, de savoir-faire et d'infrastructures. Ce qui semble encore faire défaut, c'est surtout l'organisation. Un constat que viendrait d'ailleurs confirmer la crise actuelle : au cours des 45 derniers jours, le nombre de poussins mis en place serait resté bien en dessous des besoins réels du marché. De quoi expliquer, en grande partie, la baisse de l'offre et la flambée des prix observées aujourd'hui.

■ Amokrane H.

FLAMBÉE DU PRIX DU POULET

Agrolog intervient pour réguler le marché

La tension s'accroît sur le marché des viandes blanches, dans un contexte marqué par des difficultés persistantes au sein de la filière avicole. Le prix du poulet poursuit sa hausse pour atteindre 550 dinars le kilogramme. Afin de contenir cette flambée et répondre à la demande, le Groupe des industries agroalimentaires et logistiques (Agrolog) mise sur le déstockage de poulet congelé, qui sera proposé à un prix «compétitif» à travers son réseau de distribution.

Rym Nasri - Alger (Le Soir)

Le poulet connaît depuis quelques semaines une hausse de prix sur le marché. Sur les étals des marchands de volaille, le kilogramme du poulet éviscéré affiche entre 530 et 550 dinars. Une flambée qui pèse lourd sur le budget des ménages, notamment à l'approche du Mawlid Ennabaoui. Cette augmentation intervient dans un contexte difficile pour la filière avicole, confrontée aux conséquences des fortes chaleurs et aux pertes enregistrées à la suite des incendies qui ont touché plusieurs wilayas.

Selon des éleveurs, plusieurs bâtiments d'élevage ont été ravagés causant d'importants dégâts pour les professionnels du secteur. A l'exemple de Constantine où deux bâtiments d'élevage avi-

cole ont été détruits par un incendie à Hamma-Bouziane.

A ces pertes s'ajoutent les difficultés liées à la canicule qui sévit dans plusieurs régions du pays. Des aviculteurs expliquent que les fortes températures affectent les conditions d'élevage et de production. Une situation qui a poussé de nombreux éleveurs à suspendre la mise en ponte malgré l'arrivée sur le marché national de poussins reproducteurs et de poules pondeuses importés.

Face à la progression des prix du poulet, le Groupe des industries agroalimentaires et logistiques (Agrolog) a annoncé le déstockage des quantités de poulet congelé afin de les injecter sur le marché national. L'opération, qui devait débiter hier lundi, intervient en prévision



Photo : DA

de la célébration du Mawlid Ennabaoui, période durant laquelle la demande en viandes blanches augmente considérablement.

Selon le groupe, des points de vente de l'Office national des aliments de bétail (ONAB) seront ouverts dans les pôles est, centre et ouest, ainsi que des points relevant de la Société algérienne de régulation des produits agricoles (Sarpa), à travers les différentes régions du pays. Le poulet

congelé sera ainsi commercialisé au prix de 350 dinars le kilogramme, précise Agrolog dans un communiqué. Le groupe entend permettre aux consommateurs d'accéder à ce produit à des prix «compétitifs» et «réduits».

Cette opération s'inscrit, selon Agrolog, dans le cadre de la contribution des entreprises publiques du groupe pour assurer la disponibilité du poulet, contribuer à la régulation du mar-

ché et à contenir la hausse des prix. Elle vise également à préserver le pouvoir d'achat des citoyens, notamment durant les périodes de forte demande sur les viandes blanches.

L'initiative, souligne Agrolog, ambitionne aussi de contribuer activement à la continuité de l'approvisionnement et à mettre à la disposition des citoyens des produits de grande consommation à des prix étudiés.

Ry. N.

FRUITS, LÉGUMES, POULET

Le coup de chaud sur les marchés

La hausse des prix des fruits, des légumes et de la viande continue de peser sur le budget des ménages. En pleine saison estivale, les marchés restent sous tension, dans un contexte marqué par de fortes chaleurs susceptibles de perturber la production, l'approvisionnement et la conservation des produits. Une situation qui ravive les préoccupations autour de la régulation des marchés.

Les fruits et légumes sont concernés, avec une envolée particulièrement marquée pour les fruits en pleine saison estivale. Plusieurs variétés se négocient désormais entre 300 et 500 DA le kilogramme, tandis que le raisin atteint 650 DA, la figue 1 200 DA et la banane peut, dans certains cas, dépasser les 1 000 DA le kilogramme.

Cette hausse intervient dans un contexte marqué par des températures exceptionnellement élevées, susceptibles de perturber la production et l'approvisionnement. La chaleur affecte notamment les rendements de certaines cultures, accélère la détérioration des denrées périssables et complique leur conservation ainsi que leur transport. Autant de contraintes qui peuvent se répercuter sur les prix à la consommation.

Mais au-delà des prix de détail, les niveaux enregistrés sur les marchés de gros montrent également que la pression ne se limite pas aux derniers maillons de la chaîne de distribution. La liste publiée vendredi par l'Organisation algérienne pour la défense du consommateur Himayatec fait ressortir des prix relativement élevés pour plusieurs légumes, y compris certains produits de saison.

Selon cette liste, la tomate est proposée entre 70 et 85 DA/kg, tandis que la pomme de terre se situe entre 82 et 90 DA/kg. Les concombres sont affichés à 80 DA/kg, alors que les poivrons oscillent entre 120 et 160 DA/kg. L'oignon se vend entre 52 et 68 DA/kg, contre 60 à 80 DA/kg pour la courgette.

Certains produits affichent des niveaux encore plus importants. Le chou-fleur est ainsi proposé entre 150 et 170 DA/kg, tandis que la laitue se situe entre 140 et 170 DA/kg. L'ail atteint, pour sa part, 500 à 600 DA/kg. Les haricots verts sont affichés entre 180 et 220 DA/kg, alors que les haricots verts rouges atteignent 330 à 450 DA/kg.

La liste de Himayatec fait également ressortir un prix de 120 à 140 DA/kg pour le piment fort, de 170 à 250 DA/kg pour les navets, de 50 à 65 DA/kg pour les betteraves et de 120 à 140 DA/kg pour les carottes. Le céleri est, quant à lui, affiché à 170 DA/kg.



Les marchés sous tension.

Cette évolution intervient alors que les dépenses alimentaires pèsent déjà lourdement sur le budget des ménages. La hausse des fruits et légumes renchérit ainsi le panier quotidien, tandis que certains produits deviennent de plus en plus difficiles à intégrer régulièrement dans les achats des consommateurs.

LA FLAMBÉE GAGNE LES MARCHÉS DE GROS

La situation est également préoccupante pour les légumes, traditionnellement considérés comme des produits de base relativement accessibles. Le fait que certains d'entre eux affichent déjà des prix élevés au niveau du gros laisse peu de marge pour une baisse significative une fois intégrés les coûts de transport, de distribution et les différentes étapes de commercialisation.

La flambée actuelle dépasse ainsi le simple effet saisonnier et met en lumière la fragilité de l'équilibre entre l'offre, la demande et les coûts de production, dans un contexte de fortes chaleurs susceptibles de perturber l'approvisionnement. Pour les ménages, cette hausse se traduit directement par un panier plus coûteux et une pression accrue sur le pouvoir d'achat, relançant la question de la régulation des marchés et de la maîtrise des prix agricoles.

En outre, Himayatec a alerté sur la hausse du prix du poulet, qui atteint jusqu'à 560 DA, et estime que cette situation pèse davantage sur le pouvoir d'achat des consommateurs. Selon l'organisation, cette hausse s'explique notamment par le recul de la production après des périodes de baisse des prix ayant entraîné des pertes pour les éleveurs, ainsi que par la hausse et la volatilité des coûts des aliments, des poussins, des médicaments, du transport et de l'énergie.

Himayatec a également pointé le déséquilibre entre l'offre et la demande et la multiplication des intermédiaires, qui peuvent creuser l'écart entre le prix à la ferme et celui payé par le consommateur. L'organisation estime que la filière fonctionne selon un cycle récurrent de baisse des prix, de pertes des éleveurs, de réduction de la production, de baisse de l'offre puis de hausse des prix. Alors que le Groupe AGROLOG a annoncé l'ouverture de points de vente de poulet congelé à prix compétitifs dans plusieurs wilayas, Himayatec salue l'initiative, tout en appelant à renforcer le contrôle de la chaîne de distribution et à mieux anticiper les déséquilibres de la filière. L'organisation plaide également pour protéger les éleveurs comme les consommateurs contre les pertes, les hausses injustifiées et la spéculation.

Rim Boukhari

SELON UN NOUVEAU RAPPORT DE LA BAD

Les start-up algériennes s'imposent comme un moteur d'innovation

SELON LE RAPPORT 2026 DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD) sur le développement durable en Afrique, qui vient d'être publié, l'Algérie se positionne comme un «pôle d'innovation en plein essor en Afrique» grâce à une «transformation remarquable» de l'écosystème des start-up.

Reprenant une étude réalisée par le gouvernement algérien en 2025, le Rapport de la BAD a souligné que le nombre des start-up en Algérie est passé de moins de 200 en 2019 à plus de 10.000 en 2024. «Cette dynamique résulte d'efforts concertés visant à renforcer l'environnement propice à l'entrepreneuriat», estime le rapport, ajoutant que cette croissance rapide s'appuie sur une approche globale incluant la simplification des procédures d'enregistrement, l'élargissement des dispositifs de soutien et la promotion active de l'entrepreneuriat chez les jeunes. L'Algérie ambitionne, désormais, de créer 10.000 start-up supplémentaires d'ici 2029, avec l'espoir de dépasser cet objectif avant l'échéance prévue, est-il mentionné. En Algérie, l'année 2026 s'annonce,



souligne le rapport, comme une année charnière pour les start-up, marquant le passage d'une phase de développement initial à une phase de «maturité financière et d'expansion continentale». Après une première étape de structuration réglementaire et d'élaboration des politiques entre 2020 et 2024, le pays entre désormais dans une phase de consolidation juridique. Au cœur de cette évolution, souligne le rapport de la BAD, figure l'ouverture de la Bourse d'Alger aux start-up, avec des mesures novatrices, telles qu'une exonération des frais de cota-

tion pendant trois ans (2026-2028), visant à dynamiser le marché des entreprises innovantes. Cette initiative permet aux start-up de lever jusqu'à 500 millions de dinars (environ 3,8 millions de dollars) via le segment de croissance de la bourse, marquant ainsi une rupture significative avec la dépendance aux subventions publiques et au capital-risque.

PRÈS DE 992 MILLIONS DE DOLLARS LEVÉS

Par ailleurs, rappelle le rapport, le cadre fiscal de l'Algérie a été affiné afin de créer «un environnement plus

prévisible et moins sensible aux cycles économiques» pour les entreprises, renforçant ainsi les fondements de l'innovation à long terme. En outre, l'engagement du gouvernement en faveur des start-up se traduit par la création du «Prix du président de la République de la meilleure start-up», qui institutionnalise la reconnaissance de l'excellence entrepreneuriale, ainsi que par une exonération fiscale de deux ans pour les incubateurs certifiés. Ces mesures s'inscrivent dans une vision plus large visant à favoriser l'émergence de «dicomes» (des start-

up algériennes valorisées à 1 milliard de dollars), avec pour objectif de soutenir la croissance de 16 entreprises à fort potentiel d'ici à fin 2026. Le rôle croissant de l'Algérie en tant que leader régional de l'innovation s'est également illustré par l'accueil de la Conférence africaine des start-up en 2025, dont le thème «Faire émerger des champions africains» visait à permettre aux start-up africaines émergentes de s'imposer sur le marché mondial. L'écosystème algérien, qui compte désormais plus de 1.120 start-up labélisées, a bénéficié d'investissements privés substantiels, (avec 992 millions de dollars levés sous forme de capital-risque et de capital-investissement), avance le rapport. Les principaux secteurs moteurs de cette expansion incluent l'AgriTech, la HealthTech, la FinTech et l'intelligence artificielle, qui devraient jouer un rôle central dans la prochaine vague d'introductions en bourse. Grâce à des contributions significatives de la diaspora et à une participation équilibrée des femmes et des hommes, le paysage des start-up en Algérie reflète «une économie dynamique, inclusive et tournée vers l'avenir». Avec un soutien croissant à l'innovation, l'Algérie ne se contente pas de consolider sa position de leader régional, mais se prépare également à étendre son influence à l'échelle du continent africain, conclut le rapport.

■ Lydia Bouzidi

المساهمات Contributions

BOUKHALFA LAËLA, EXPERT EN AVICULTURE

«Un problème d'organisation»

Dans cet entretien, l'expert en aviculture et ancien président de l'Office régional avicole de l'Ouest, Boukhalfa Laëla, évoque la filière avicole, ses atouts, les crises cycliques de prix, ainsi que les leviers à activer pour en libérer le potentiel et en faire une filière exportatrice.

Entretien réalisé par A. Hamiche

Comment expliquez-vous les crises cycliques de prix que la filière avicole connaît depuis des années ?

La filière avicole a connu un développement considérable. Nous disposons même de grands centres parentaux, l'un situé à Tlemcen et l'autre à Ain Oussara. Cela montre que nous avons réalisé une avancée importante dans son développement. Malheureusement, cette filière connaît des hauts et des bas depuis des décennies. Parfois, nous avons des excédents importants qui font chuter les prix, et dans ce cas, ce sont les éleveurs qui en sont les victimes. À d'autres moments, c'est le contraire, nous enregistrons des manques, des creux, ce qui provoque une flambée des prix, et ce sont alors les consommateurs qui en subissent les conséquences. Ce qui est frappant, c'est que cette instabilité se répète année après année, sans que l'on en tire véritablement les enseignements. Nous avons pourtant un secteur qui, sur le papier, dispose de tous les atouts pour réussir : une génétique de qualité, des centres de reproduction performants et un savoir-faire technique reconnu. Mais ces atouts ne suffisent pas à eux seuls à garantir la stabilité du marché, car le véritable enjeu se situe ailleurs, dans la manière dont l'ensemble de la chaîne est piloté. Cette instabilité chronique finit d'ailleurs par décourager certains jeunes éleveurs, qui hésitent à s'investir durablement dans un métier où les revenus peuvent varier considérablement d'une saison à l'autre.

S'agit-il, selon vous, d'un problème de moyens ou de potentialités ?

Le problème de la filière avicole n'est pas lié aux moyens. Nous disposons de fortes potentialités, de moyens et d'un niveau de développement considérable. Nous avons des centres modernes, pratiquement comparables à



ceux que l'on trouve dans les pays européens. Le seul problème, c'est que nous ne maîtrisons pas le marché. Je peux vous donner un exemple que l'on ne peut pas expliquer autrement : parfois, le poussin est cédé à 10 dinars sans trouver preneur et, à d'autres moments, en raison d'un manque, son prix peut atteindre 250 dinars. Ma seule explication à ces flambées et à ces baisses, c'est l'anarchie. La filière avicole n'est pas suffisamment organisée et elle est parfois gérée par des personnes qui ne connaissent pas suffisamment ce métier. Je le dis franchement, avec une expérience de plus de 35 années dans cette filière, par le passé, nous ne connaissions pas ces phénomènes. Aujourd'hui, l'instabilité est devenue quasi permanente, et c'est depuis les années 2000 que cette problématique s'est installée.

Cette absence de maîtrise du marché n'a rien à voir avec un défaut technique. Un éleveur qui suit correctement le cycle de production sait exactement quand il aura son produit disponible. Le problème se situe en amont, dans l'absence de coordination entre les différents maillons de la filière : personne ne centralise suffisamment l'information sur les quantités mises en place et personne n'anticipe réellement les volumes qui arriveront sur le marché quelques semaines plus tard. C'est cette absence de vision d'ensemble qui transforme un cycle de production naturellement prévisible en une succession de crises.

Quel rôle joue le suivi des mises en place de poussins dans ces déséquilibres et qu'en est-il du volet sanitaire ?

Il n'y a pas suffisamment de suivi et il y a un manque de personnes qui connaissent réel-

lement la filière. Le poulet est aujourd'hui pratiquement à 400 dinars, viv et dépasse même parfois les 500 dinars. À un certain moment, les éleveurs se retirent et décident de ne pas mettre en place, malgré la disponibilité des facteurs de production : l'aliment, le poussin et tout le reste. Il n'y a personne pour suivre le mécanisme de mise en place sur le terrain. Cela se fait au hasard, dans une véritable anarchie. On ne se rend compte du problème qu'au moment où les prix sont déjà affichés. Notre marché a besoin d'environ 12 millions de poussins par semaine. Si ce programme de mise en place est respecté, il n'y aura pas de problème. Mais si ces 12 millions de poussins ne sont pas mis en place, d'où viendra le poulet ensuite ? C'est impossible. Parfois, c'est l'inverse : au lieu de 12 millions, on en met 20 millions, ce qui provoque des déséquilibres sur le marché. La seule solution que trouvent alors les éleveurs est de ralentir la production en attendant des jours meilleurs. Le cycle, relativement court, de 35 à 45 jours, rend la filière particulièrement réactive à ces a-coups.

Qu'en est-il du volet sanitaire ?

Le volet sanitaire joue également un rôle très important. Il y a eu beaucoup de maladies, notamment les salmonelles. Aujourd'hui, nous avons à la fois le problème des maladies, celui des incendies, celui des fortes chaleurs et celui du manque de suivi. Mais le problème essentiel, je le situe au niveau de la mauvaise gestion : les personnes qui pilotent la filière avicole ne sont pas toujours suffisamment proches de ce métier. Tant que cette question du suivi ne sera pas traitée sérieusement, que ce soit sur le plan de la production ou sur le plan sanitai-

re, nous continuerons à subir ces cycles. Il ne s'agit pourtant pas d'une réforme complexe. Il suffirait de mettre en place un dispositif de collecte régulière des données relatives aux mises en place, couplé à un accompagnement vétérinaire de proximité, pour améliorer considérablement la lisibilité du marché.

Quel est le véritable potentiel de la filière et quelles solutions préconisez-vous face aux pénuries récurrentes ?

Si nos besoins sont de 600.000 tonnes, nous pouvons produire un million de tonnes. Nous pouvons donc augmenter considérablement la production et exporter. La seule problématique qui freine ce développement, c'est la désorganisation. L'aviculture est, en réalité, une activité relativement simple à pratiquer : il suffit de mettre un poussin en place et, avec un bon suivi, des vaccins, un aliment de qualité, de l'eau et de la lumière, d'attendre environ 45 jours pour obtenir le produit fini. Le véritable problème réside dans la déstabilisation du marché.

Parfois, les excédents provoquent une chute des prix qui pousse les éleveurs à se retirer du marché. À d'autres moments, c'est l'inverse : un manque, un creux, qui n'est pas toujours naturel, mais qui peut être provoqué par certains acteurs de la filière pour faire remonter les prix. Ces excédents peuvent pourtant être gérés par le stockage, la transformation ou l'exportation, afin de ne pas laisser les éleveurs subir les conséquences sur le terrain et les pousser, à leur tour, à réduire ou à arrêter les mises en place. C'est justement cet arrêt qui provoque les pics de prix que nous traversons aujourd'hui. Si l'on regarde les 45 derniers jours, on constate que le nombre de mises en place est resté nettement en dessous des besoins du marché.

Où réside alors la solution ?

Je plaide pour la mise en place d'un véritable observatoire de la filière, capable de suivre régulièrement les volumes mis en place et d'anticiper les tensions avant qu'elles ne se traduisent par des flambées ou des effondrements des prix. Avec les outils numériques dont nous disposons aujourd'hui, ce n'est pas une tâche insurmontable. Ce qui manque, ce n'est ni la technologie ni la volonté des éleveurs, mais une gestion claire, portée par des professionnels qui connaissent réellement ce métier.

■ A. H.

الأخبار الجهوية

Regional news

MOSTAGANEM

UN NOUVEAU CENTRE DE STOCKAGE DE CÉRÉALES DE 5 000 TONNES À SIDI BELATTAR

La clôture de la campagne de moisson-battage 2025-2026 a été marquée à Mostaganem, par le lancement d'un nouveau projet destiné à renforcer les capacités de stockage des céréales.

De notre correspondante :
YAMINA HAMDOUN

En effet, la pose de la première pierre d'un centre de stockage intermédiaire de proximité a eu lieu hier, dans la commune de Sidi Belattar, avec une capacité de 5.000 tonnes. Cette infrastructure doit contribuer à améliorer les conditions de collecte et de conservation des récoltes et à accompagner le développement des cultures stratégiques dans la wilaya.

Implanté sur une assiette foncière de 1,5 ha, le futur centre de stockage intermédiaire de proximité sera réalisé pour une enveloppe financière de près de 28 milliards de centimes, avec un délai initialement fixé à six mois. Les travaux devront toutefois être achevés dans un délai ramené à cinq mois, afin de permettre la réception de l'infrastructure avant le 31 décembre prochain.

Ce projet constitue le cinquième centre de stockage intermédiaire de proximité inscrit au programme de renforcement des capacités de stockage de la wilaya de Mostaganem. Quatre infrastructures similaires ont déjà été achevées, tandis que le lancement de ce cinquième projet intervient après la réévaluation de l'enveloppe financière qui lui éta



été consacrée. Les travaux devront également tenir compte de plusieurs aspects techniques liés au fonctionnement de l'installation, notamment le système d'aération, la qualité des ventilateurs ainsi que l'aménagement des espaces destinés à la circulation et aux manœuvres des camions.

La prise en charge de ces éléments en amont doit permettre d'assurer de bonnes conditions

de réception et de conservation des céréales. La localisation du projet dans une zone exposée au risque d'inondation a par ailleurs conduit à prévoir un dispositif périphérique d'évacuation des eaux pluviales. Une voie distincte devra également être aménagée afin de faciliter la circulation des poids lourds et d'éviter les difficultés dans les opérations d'entrée, de charge-

ment et de stockage. Le projet s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités de stockage de la production céréalière au niveau local. Il doit contribuer à améliorer les conditions de collecte et de conservation des récoltes et accompagner les efforts engagés en faveur de la sécurité alimentaire et du développement des cultures stratégiques.

Y. H.

5 000 TONNES DE CAPACITÉS SUPPLÉMENTAIRES

Mostaganem muscle son stockage céréaliier

LA WILAYA de Mostaganem renforce ses capacités de stockage des céréales avec le lancement hier des travaux d'un centre de proximité intermédiaire à Sidi Belattar, d'une capacité de 5 000 tonnes, et l'avancement à 75 % d'un silo métallique de 20 000 tonnes à Masra. Ces deux infrastructures, qui s'inscrivent dans le cadre du renforcement du stockage stratégique, viennent accompagner les efforts engagés en faveur de la sécurité alimentaire et du développement des cultures stratégiques dans la région.

La pose de la première pierre d'un centre de proximité intermédiaire de stockage des céréales dans la commune de Sidi Belattar, d'une capacité de 5 000 tonnes, a été effectuée par le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh. Cette opération intervient à l'occasion de la clôture de la campagne de moisson et de battage de la saison agricole 2025-2026.

Implanté sur une superficie de 1,5 hectare, le

nouveau centre est doté d'une enveloppe de 27,9 milliards de centimes et son délai de réalisation avait initialement été fixé à six mois. Le wali a demandé de réduire ce délai à cinq mois et d'accélérer les travaux afin de permettre la réception de l'infrastructure avant le 31 décembre prochain.

Plusieurs aspects techniques ont également été examinés, notamment la ventilation, les équipements de stockage et la circulation des camions. Le wali a demandé la prise en charge préalable de ces points, ainsi que la réalisation d'un système périphérique d'évacuation des eaux pluviales et d'une voie distincte pour faciliter l'accès des camions, le projet étant implanté dans une zone exposée au risque d'inondation.

À Masra, deuxième étape de la sortie, le wali a inspecté l'avancement des travaux d'un silo métallique destiné au stockage du blé dur, du blé tendre et de l'orge. D'une capacité de 20 000 tonnes, le projet affiche un taux d'avancement de 75 %.

Réalisé par l'Office algérien interprofessionnel des céréales, le silo s'étend sur une superficie d'un hectare, 82 ares et 79 centiares. Il comprend 12 cellules métalliques de 12 m de diamètre et 18 m de hauteur, ainsi que les équipements nécessaires à la réception, au transport, au nettoyage et à la ventilation des céréales.

En parallèle, une opération de 3,1 milliards de centimes prévoit la réalisation d'une voie de 350 mètres reliant le Centre de collecte des céréales et des légumes secs de Masra à la voie de contournement, via un giratoire. Destinée à créer un accès indépendant au silo et fluidifier la circulation des camions, cette opération affiche un taux d'avancement de 25 % pour un délai de 70 jours.

Une fois achevées, ces deux infrastructures permettront à Mostaganem d'accroître de 25 000 tonnes sa capacité de stockage des céréales et de renforcer ainsi son dispositif de stockage stratégique.

Brahim Mazi

Ghardaïa

Vers une production abondante de dattes

Un effectif phoenicicole de pas moins de 205.000 palmiers de la wilaya de Ghardaïa a été traité contre la maladie parasitaire de Boufaroua dans le cadre de la campagne préventive lancée cette saison agricole, selon la direction locale des services agricoles (DSA). Retenue au titre du programme national de la protection de la santé végétale, cette campagne ayant ciblé, depuis le 6 juin dernier, l'ensemble des palmeraies de la région, a été sanctionnée par une réduction remarquable, soit 60%, des foyers de cette maladie végétale parasitaire, par rapport aux saisons précédentes, a indiqué le président de la chambre d'agriculture (CA), Rabah Ould El-Haddar. Selon le même responsable, les prévisions de la DSA tablent, par

conséquence, sur la réalisation, au titre de la campagne de cueillette, d'une abondante et qualitative production de dattes dans la wilaya de Ghardaïa. Le président de la CA a fait part, dans le but d'une meilleure protection de la richesse phoenicicole de la région, du lancement ce mois d'août d'une campagne de traitement d'un patrimoine phoenicicole de 73.000 palmiers contre le "Myelois", type de carie de dattes. Dans le but d'assurer la réussite des actions de lutte contre les maladies parasitaires des dattes, il est fait état du lancement de campagne de sensibilisation en direction des agriculteurs et phoeniciculteurs sur la nécessaire prévention précoce de la richesse et le respect des conditions de la protection de la santé végétale.

الصيد البحري والمنتجات الصيدية

Marine fishing and fishery products

MOSTAGANEM. SITE D'ÉCHOUAGE DE SIDI LÂADJEL

Des mesures pour accompagner les professionnels de la pêche

Les services de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya de Mostaganem ont pris une série de mesures visant à accompagner les professionnels de la pêche et des petits métiers exerçant au niveau du site d'échouage de Sidi Lâadjel, dans la commune de Khadra, a indiqué, dimanche, un communiqué de ces services. Selon la même source, une rencontre sur le terrain a été organisée, réunissant les professionnels activant au niveau du site d'échouage de la plage de Sidi Laâdjel, dans la commune de Khadra, située sur le littoral est de la wilaya de Mostaganem, avec les responsables locaux du secteur, dans le but d'assurer une communication directe et de

prendre en charge les différentes préoccupations soulevées. À l'issue de l'écoute des pêcheurs et des professionnels exerçant dans les activités de la petite pêche, il a été convenu de mettre en œuvre plusieurs mesures urgentes destinées à améliorer les conditions d'exercice de l'activité et à régulariser les différentes situations, a précisé la même source. Ces mesures portent, notamment, sur la demande d'inscription d'un projet d'aménagement du site de débarquement et d'organisation de la circulation des embarcations au niveau de Sidi Laâdjel, ainsi que sur l'accompagnement des professionnels et la régularisation de leur situation dans les différents domaines, en coor-

dination avec l'ensemble des services concernés. Il est également prévu, conjointement avec la Chambre de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya, de mettre en place un programme de formation et de perfectionnement au profit des professionnels exerçant au niveau de ce site, a ajouté la même source. Plus de 5.000 professionnels exercent dans les différents métiers et activités liés à la pêche dans la wilaya de Mostaganem. Ils sont répartis entre trois ports, à savoir Mostaganem, Sidi Lakhdar et Salamandre, ainsi que neuf sites d'échouage répartis le long du littoral de Mostaganem, qui s'étend sur 124 kilomètres, rappelle-t-on.

Des mesures au profit des pêcheurs

Les services de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya de Mostaganem ont pris une série de mesures visant à accompagner les professionnels de la pêche et des petits métiers exerçant au niveau du site d'échouage de Sidi Lâadjel, dans la commune de Khadra, selon un communiqué de ces services. Une rencontre sur le terrain a été organisée, réunissant les professionnels activant au niveau du site d'échouage de la plage de Sidi Lâadjel, dans la commune de Khadra, située sur le littoral est de la wilaya de Mostaganem, avec les responsables locaux du secteur, dans le but d'assurer une communication directe et de prendre en charge les différentes préoccupations soulevées.

A l'issue de l'écoute des pêcheurs et des professionnels exerçant dans les activités de la petite pêche, il a été convenu de mettre en œuvre plusieurs mesures urgentes destinées à améliorer les conditions d'exercice de l'activité et à régulariser les différentes situations, a précisé la même source.

Ces mesures portent, notamment, sur la demande d'inscription d'un projet d'aménagement du site de débarquement et d'organisation de la circulation des embarcations au niveau de Sidi Lâadjel, ainsi que sur l'accompagnement des professionnels et la régularisation de leur situation dans les différents domaines, en coordination avec l'ensemble des services concernés. Il est également prévu, conjointement avec la Chambre de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya, de mettre en place un programme de formation et de perfectionnement au profit des professionnels exerçant au niveau de ce site, a ajouté la même source.

Plus de 5.000 professionnels exercent dans les différents métiers et activités liés à la pêche dans la wilaya de Mostaganem. Ils sont répartis entre trois ports, à savoir Mostaganem, Sidi Lakhdar et Salamandre, ainsi que neuf sites d'échouage répartis le long du littoral de Mostaganem, qui s'étend sur 124 kilomètres, rappelle-t-on.

الغابات والتنمية الريفية

Forests and rural development

TOURISME FORESTIER À ORAN

Les investisseurs face aux obligations vertes

PLUS de 73 hectares de surfaces boisées sont concernés par cette opération.

■ WAHIB AIT OUKALI

La wilaya d'Oran franchit un nouveau cap dans la valorisation de son patrimoine naturel en ouvrant trois sites forestiers à l'investissement, dans le cadre d'appels à manifestation d'intérêt lancés par la Conservation des forêts. L'objectif est clair : développer une offre de loisirs et de tourisme de proximité tout en garantissant une protection stricte des écosystèmes. Au total, plus de 73 hectares de surfaces boisées sont concernés par cette opération, qui s'inscrit dans une stratégie visant à structurer de nouveaux pôles récréatifs. Trois périmètres ont été retenus pour accueillir des projets compatibles avec leur vocation naturelle. Il s'agit de la forêt récréative des «Plateaux» dans la commune d'Arzew, s'étendant sur plus de 18 hectares, de la forêt de «Ras El Aïn» à Gdyl, ainsi que de la forêt de «Madagh», relevant de la commune d'Aïn El Kerma, dans la daïra de Boutlelis, qui couvre à elle seule plus de 34 hectares. À travers cette initiative, les autorités locales entendent attirer des opérateurs capables de concevoir des espaces de détente modernes, adaptés aux familles et aux visiteurs, sans compromettre l'équilibre écologique. L'enjeu consiste à transformer ces zones forestières en destinations attractives, tout en maintenant leur caractère naturel et en limitant toute forme de dégradation. Ce programme repose sur un cadre réglementaire strict, défini par le

décret exécutif n° 06-368 du 10 octobre 2006 et ses textes d'application. Ce dispositif encadre l'octroi de concessions forestières à des fins touristiques et impose aux investisseurs des exigences rigoureuses en matière de préservation de l'environnement. Chaque projet devra ainsi respecter un cahier des charges précis, incluant des garanties concrètes contre les impacts négatifs sur les milieux naturels. Dans ce contexte, les porteurs de projets devront soumettre des dossiers complets comprenant des études techniques, administratives et financières détaillées. Un plan d'aménagement précis, validé par un bureau d'études agréé, est requis, de même que des preuves solides de capacité financière. Par ailleurs, une expérience confirmée dans les secteurs du tourisme, des loisirs ou de la gestion d'infrastructures similaires constitue un critère déterminant dans la sélection des candidats. Cette orientation s'inscrit dans une vision plus large de diversification économique et touristique de la wilaya. Longtemps reconnue pour son littoral attractif, avec des sites emblématiques comme les Andalouses, Aïn El-Turck ou encore les criques sauvages de Madagh, Oran cherche désormais à élargir son offre en intégrant pleinement ses espaces forestiers. Ces derniers représentent un potentiel encore sous-exploité, capable de répondre à une demande croissante pour des loisirs de nature et des activités en plein air. Au-delà de l'aspect économique, les pouvoirs publics affichent une volonté



Le couvert végétal bénéficie de tous les soins à Oran.

affirmée de préserver durablement ces espaces sensibles. La mise en concession ne constitue pas une privatisation des forêts, mais plutôt un mode de gestion encadré, visant à concilier exploitation raisonnée et conservation.

Les projets retenus devront ainsi intégrer des approches respectueuses de l'environnement, favorisant des aménagements légers, une gestion responsable des ressources et une sensibilisation des visiteurs à la protection de la nature. Dans une wilaya marquée par une forte pression urbaine et touristique, notamment en période estivale, cette démarche apparaît comme une réponse aux

besoins croissants en espaces de respiration et de détente. Elle traduit également une évolution des politiques publiques vers des modèles de développement plus durables, où la valorisation du patrimoine naturel devient un levier stratégique. À terme, ces projets pourraient redessiner la carte des loisirs à Oran, en offrant une alternative complémentaire au tourisme balnéaire. Entre mer et forêt, la wilaya entend ainsi construire une offre plus équilibrée, capable d'attirer investisseurs et visiteurs tout en préservant ses richesses naturelles pour les générations futures.

W.A.O